

Mi-janvier 2005

**Non-aboutissement d'un contrat consortial global avec l'éditeur scientifique Elsevier pour 2005**  
Communiqué

Malgré les efforts intenses du Bureau du Consortium, de la responsable Madame A. Piguet, et du chef de projet, Dr. W. Neubauer, les négociations pour la continuation du contrat consortial pour les titres d'Elsevier n'ont pas abouti. Pendant plusieurs mois, les représentants du Consortium des bibliothèques universitaires suisses se sont efforcés de négocier un nouveau contrat avec Elsevier qui aurait renouvelé celui qui était en vigueur. Avec ses 1'700 titres de périodiques, Elsevier est un des éditeurs scientifiques les plus importants, mais il est également l'un des partenaires de négociation les plus difficiles pour les bibliothèques et les universités du monde entier en raison de sa politique de prix agressive. C'est pourquoi les membres de la CBU ont jugé utile d'informer la communauté scientifique suisse de ces négociations.

Pour le Bureau du Consortium, qui agit sur mandat des bibliothèques universitaires suisses et de leur organisation, la Conférence des bibliothèques universitaires suisses (CBU), il s'agissait surtout, lors des négociations avec Elsevier, d'obtenir pour 2005 un nouveau contrat, aussi équitable que possible, qui permettrait aux bibliothèques qui voient leurs moyens financiers se réduire continuellement, d'obtenir le meilleur accès possible aux périodiques de l'éditeur. Elsevier visait l'objectif de se baser sur le chiffre d'affaires des années précédentes, d'obtenir des garanties quant au taux de renchérissement annuel et de s'engager sur un contrat de plusieurs années, sans tenir compte du fait que pratiquement toutes les bibliothèques avaient subi et continueront à subir de fortes réductions budgétaires.

Cet état de fait était inacceptable et impossible à assumer pour plusieurs bibliothèques et elles ont donc informé le Bureau du Consortium qu'elles ne pourraient adhérer à un contrat basé sur ces termes. Elsevier ne semblait pas pouvoir en tenir compte et insistait également sur l'interdiction de résiliation pour les périodiques souscrits.

Dans ces conditions, les négociations pour 2005 ne pouvaient réussir. Depuis lors, les bibliothèques négocient individuellement avec Elsevier pour l'année en cours. Le Consortium et la CBU regrettent profondément que l'intransigeance de l'éditeur ainsi que sa position visant exclusivement un profit maximal ont rendu irréalisable la conclusion d'un contrat. Il n'est cependant pas du tout exclu qu'une licence consortiale pourra à nouveau être conclue l'année prochaine.

L'échec des négociations avec Elsevier en Suisse n'est pas un cas isolé. Nous rappelons par exemple que les grandes bibliothèques des universités prestigieuses de Harvard, Cornell, Stanford et des Universities of California n'ont pas reconduit, ces deux dernières années, leurs contrats avec Elsevier sur la base des années précédentes. L'échec des négociations doit aussi être vu sous un autre angle. Les universités ne sont plus forcément d'accord de payer deux, voire trois fois pour les informations et résultats scientifiques : la première fois, en finançant les collaborateurs scientifiques et les infrastructures nécessaires à la réalisation des travaux scientifiques et à l'obtention de résultats, la deuxième fois, quand elles (plus exactement leurs bibliothèques) doivent acquérir précisément ces résultats de recherche auprès des éditeurs qui les publient, voire aussi une troisième fois, si des collaborateurs de leurs institutions agissent bénévolement dans les comités de lecture (Editorial

Boards) des périodiques publiés par ces éditeurs. C'est pour ces raisons que le mouvement Open-Access a pris racine. En effet, à l'heure actuelle, plus de 90% d'éditeurs de revues scientifiques autorisent leurs auteurs à archiver leurs contributions, sous forme de *post-print-copies* sur des serveurs institutionnels librement accessibles selon les principes de l'Initiative Open-Archives. La maison Elsevier elle-même fait partie depuis peu des éditeurs qui l'autorisent. Malheureusement, trop peu de chercheurs font usage de cette possibilité. Le mouvement Open Access et l'Initiative Open Archives sont soutenus activement par les membres de la CBU qui suivent de près leur mise en oeuvre.